



المندوبية السامية للتخطيط
+٠٠٤٤٠٤+ +٠٤٠++٠٤+ | ٤٠٤٤٠٠
HAUT-COMMISSARIAT AU PLAN

BUDGET ÉCONOMIQUE PRÉVISIONNEL 2026

Perspectives économiques
pour les années 2025 et 2026

JANVIER
2026



BUDGET ÉCONOMIQUE PRÉVISIONNEL 2026

Perspectives économiques
pour les années 2025 et 2026

**JANVIER
2026**



SOMMAIRE

LISTE DES FIGURES	6
LISTE DES ABRÉVIATIONS	7
HYPOTHÈSES	8
RÉSUMÉ ANALYTIQUE	9
PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES	11
CONTEXTE INTERNATIONAL	13
ÉCONOMIE NATIONALE : SECTEURS PRODUCTIFS	17
DEMANDE INTÉRIEURE	21
DEMANDE EXTÉRIEURE	23
FINANCES PUBLIQUES, DETTE ET MONNAIE	31
INDICATEURS MACROÉCONOMIQUES	35

LISTE DES FIGURES

Figure 1.	Évolution de la croissance économique mondiale et celle des grandes économies (en %)	13
Figure 2.	Évolution du commerce mondial (en %)	15
Figure 3.	Évolution des cours du pétrole et du gaz (en %)	15
Figure 4.	Évolution des cours des matières premières non énergétiques (en %).	16
Figure 5.	Évolution de la demande adressée au Maroc (en %)	16
Figure 6.	Production céréalière et évolution de la valeur ajoutée agricole	17
Figure 7.	Évolution et contribution à la croissance économique des activités du secteur secondaire	19
Figure 8.	Évolution et contribution à la croissance économique des activités du secteur tertiaire.	20
Figure 9.	Évolution des valeurs ajoutées des secteurs productifs (en %)	20
Figure 10.	Contribution des principales composantes de la demande intérieure à la croissance économique (en points)	21
Figure 11.	Évolution des composantes du besoin de financement (en %)	22
Figure 12.	Immatriculations par type et exportations nationales des voitures.	24
Figure 13.	Évolution des déficits externes (en % du PIB)	25
Figure 14.	Évolutions moyennes des composantes de la demande (en %).	26
Figure 15.	Évolution du pouvoir d'achat, du RDBM/hab et de l'IPC (en %).	27
Figure 16.	Ventilation des pays selon l'ICP et l'ICE (2000)	29
Figure 17.	Ventilation des pays selon l'ICP et l'ICE (2023).	29
Figure 18.	Évolution des recettes ordinaires (en %).	31
Figure 19.	Évolution du déficit budgétaire (en % du PIB)	32
Figure 20.	Structure de la dette du Trésor (en % du PIB)	33
Figure 21.	Dette publique globale (en % du PIB)	33

LISTE DES ABRÉVIATIONS

BM	Le Groupe de la Banque mondiale
BTP	Bâtiment et travaux publics
CCFA	Comité des constructeurs français d'automobiles
CL	Collectivités locales
CNUCED	Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement
FMI	Fonds monétaire international
HCP	Haut-Commissariat au Plan
ICE	Indice de complexité économique
ICP	Indice des capacités productives
IPC	Indice des prix à la consommation
IR	Impôts sur le revenu
IS	Impôt sur les sociétés
MDH	Millions de dirhams
MEF	Ministère de l'Économie et des Finances
MMDH	Milliards de dirhams
MRE	Marocains résidant à l'étranger
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OCP	Office Chérifien des Phosphates
OMC	Organisation mondiale du commerce
ONU	Organisation des Nations Unies
OPEP+	Organisation des pays exportateurs de pétrole
PIB	Produit intérieur brut
RDBM	Revenu disponible brut des ménages
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée

HYPOTHÈSES

Les projections économiques présentées reposent sur un ensemble cohérent d'hypothèses macroéconomiques pour l'année 2026 visant à encadrer l'analyse des perspectives économiques à court terme. Ces hypothèses, retenues sur la base des données disponibles et des tendances observées, portent notamment sur :

- une campagne agricole 2025/2026 supérieure à la moyenne, soutenue par les conditions climatiques favorables ;
- la prise en compte des nouvelles dispositions de la Loi des Finances 2026 ;
- un redressement de la demande adressée au Maroc, en lien avec l'amélioration graduelle de la croissance économique chez les principaux partenaires commerciaux ;
- le maintien de la tendance baissière des cours à l'international, en particulier pour certaines matières premières, contribuant à l'atténuation des pressions inflationnistes.

Ces hypothèses constituent un cadre de référence analytique et non des prévisions certaines. Les incertitudes qui les entourent, liées à l'évolution de l'environnement international et aux aléas climatiques, s'ajoutent aux écarts de prévisions qui caractérisent, par nature, tout exercice de prévision macroéconomique.

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Les perspectives économiques mondiales pour 2026 laissent entrevoir un léger ralentissement de l'activité économique, principalement sous l'effet de l'aggravation des tensions commerciales et de la persistance des incertitudes géopolitiques. Les pays avancés devraient enregistrer une croissance timide, tandis que les économies émergentes continueraient de soutenir l'activité économique mondiale. Parallèlement, le repli des cours des matières premières devrait favoriser une désinflation graduelle dans la plupart des pays. De son côté, le commerce mondial devrait subir les effets de la fragmentation géoéconomique, limitant davantage les échanges commerciaux.

Dans ce contexte, l'économie nationale devrait maintenir une trajectoire de croissance soutenue en 2025 et 2026. Cette dynamique serait particulièrement portée par la performance remarquable du secteur primaire, ainsi que par la poursuite de la bonne tenue des activités non agricoles. La demande intérieure demeurerait le pilier principal de l'activité économique, portée par la dynamique de la consommation des ménages et par la vigueur de l'investissement. Cette tendance devrait stimuler les importations de biens d'équipement et de produits intermédiaires, creusant ainsi le déficit commercial dans un contexte de progression modérée des exportations.

Sur le plan budgétaire, les recettes ordinaires devraient poursuivre leur tendance haussière, résultat des réformes fiscales engagées depuis 2021. Cette performance budgétaire, associée à une baisse des dépenses de compensation et à un accroissement du PIB nominal, devrait alléger le déficit budgétaire en 2026. Dans ce sillage, le ratio de la dette publique devrait poursuivre sa trajectoire descendante amorcée en 2023.



PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES



Croissance économique

4,7 %
2025

5,0 %
2026



Secteur agricole

4,5 %
2025

10,4 %
2026



Secteur non agricole

4,5 %
2025

4,3 %
2026



Secteur secondaire

4,8 %
2025

4,2 %
2026



Secteur tertiaire

4,5 %
2025

4,3 %
2026



Déficit courant (en % du PIB)

2,4 %
2025

1,9 %
2026



Déficit budgétaire (en % du PIB)

3,6 %
2025

3,2 %
2026



Dette publique globale (en % du PIB)

78,9 %
2025

77,5 %
2026



Inflation (indice implicite)

1,9 %
2025

1,3 %
2026

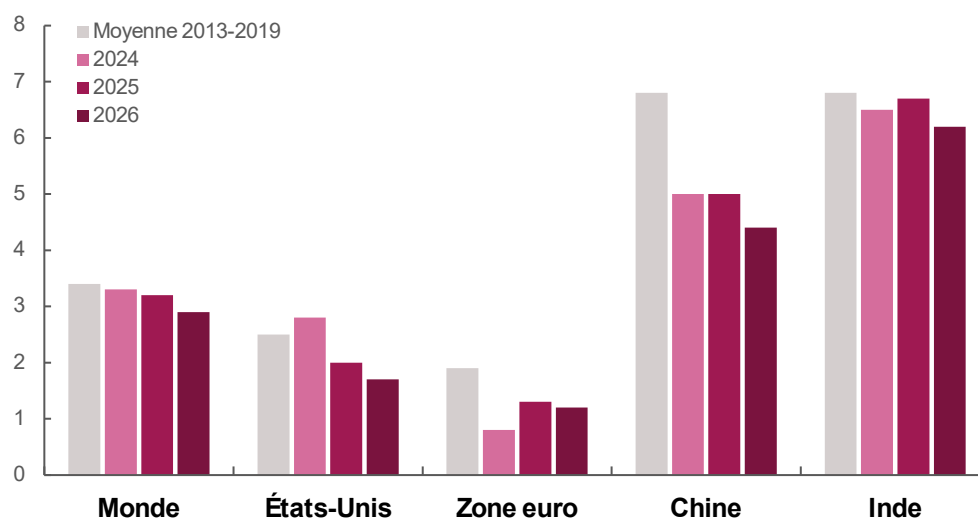


Croissance modérée de l'économie mondiale dans un climat d'incertitude

L'économie mondiale devrait poursuivre sa trajectoire de croissance modérée sous l'effet des tensions protectionnistes et des incertitudes politiques persistantes qui pèsent sur la demande et perturbent les chaînes de valeur, fragilisant ainsi le commerce mondial. Les cours des matières premières, en particulier les produits énergétiques, devraient maintenir leur tendance baissière suite à une offre excédentaire face à une demande mondiale atone, favorisant un repli de l'inflation dans la quasi-totalité des grandes économies.

La croissance économique mondiale devrait ainsi ralentir à 2,9 % en 2026, après 3,2 % en 2025 et 3,3 % en 2024¹. Les économies avancées devraient réaliser une croissance modeste avec des trajectoires contrastées sans pour autant atteindre les rythmes d'avant-crise sanitaire, au moment où les économies émergentes devraient connaître un léger ralentissement, tout en demeurant un pilier essentiel de l'expansion économique mondiale.

Figure 1. Évolution de la croissance économique mondiale et celle des grandes économies (en %)



Source : OCDE, décembre 2025

L'économie américaine devrait réaliser une croissance de 2 % en 2025 et 1,7 % en 2026 contre de 2,8 % en 2024. Cette décélération s'inscrit dans un environnement défavorable, marqué par la hausse des droits de douane, les restrictions sur l'immigration ainsi que par les incertitudes persistantes, qui devraient peser sur la demande globale. La croissance demeure néanmoins tirée par les investissements productifs, soutenus par une politique budgétaire expansionniste et une politique monétaire accommodante. L'inflation devrait poursuivre son reflux progressif, impactée notamment par la quasi stabilité du chômage et les effets retardés des hausses des taux directeurs.

La zone euro devrait enregistrer une légère reprise économique en 2025 et 2026, avec des taux de croissance respectifs de 1,3 % et 1,2 %, après 0,8 % en 2024. Cette progression serait

1 Perspectives économiques de l'OCDE, décembre 2025.

due à un rebond de la demande extérieure ainsi qu'à la résilience de la demande intérieure suite à la hausse des revenus réels des ménages et à la solidité du marché du travail. Par ailleurs, la hausse des dépenses publiques devrait soutenir l'investissement, notamment en infrastructures. Dans ce sillage, la Banque Centrale Européenne devrait poursuivre une politique monétaire accommodante, favorisant l'assouplissement des conditions de financement tout en maîtrisant l'inflation autour de 2 %.

La trajectoire de la croissance économique espagnole demeure la plus vigoureuse de la zone euro. Les prévisions tablent sur un taux de croissance de 2,3 % pour 2026, après 2,5 % prévu en 2025. Cette performance repose essentiellement sur la vigueur de la consommation privée et sur la résilience de l'investissement ce qui devrait compenser la baisse des exportations impactée par le contexte mondial difficile. Par ailleurs, la croissance économique en France devrait se redresser en 2026 après le net ralentissement observé en 2025. Les exportations, portées par un rebond dans les secteurs de l'aéronautique et de la construction navale, devraient soutenir cette dynamique. La demande intérieure devrait rebondir progressivement en 2026 à mesure que la situation budgétaire s'améliore.

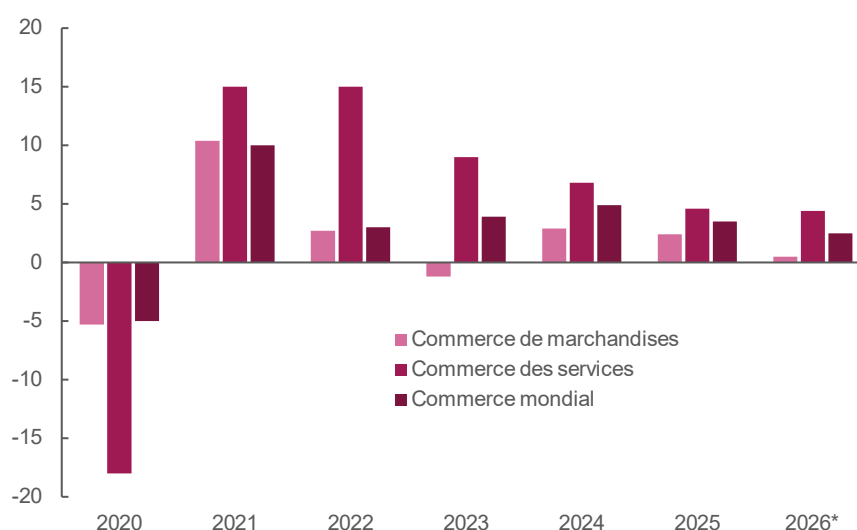
Au niveau des pays émergents, la croissance économique en Chine devrait décélérer à 4,4 % en 2026, après une stabilisation autour de 5 % en 2024 et 2025. Les exportations devraient nettement s'affaiblir suite à la hausse des droits de douane américains, et au tassement de la demande mondiale. La consommation intérieure devrait rester atone, entravée par une épargne de précaution élevée tandis que l'investissement devrait progresser principalement dans les infrastructures publiques. Pour sa part, l'économie indienne devrait évoluer de 6,2 % en 2026, après 6,7 % en 2025, soutenue par une demande intérieure vigoureuse dans un contexte de politique budgétaire expansionniste. Cependant, les incertitudes géopolitiques et le protectionnisme croissant devraient peser sur l'évolution des exportations, moteur clé de l'économie.

L'économie russe qui continuerait de pâtir des sanctions occidentales, devrait connaître un net ralentissement avec une croissance limitée à 1,5 % en 2025 et 2026 au lieu de 4 % en 2024. Ce recul s'explique notamment par l'affaiblissement du cours du pétrole, le niveau élevé de l'inflation ainsi que par la hausse des impôts destinée à financer les dépenses de défense comprimant ainsi la consommation et l'investissement privé.

De même, la croissance économique devrait décélérer au Brésil, passant de 2,4 % en 2025 à 1,7 % en 2026. Cette évolution s'expliquerait par une croissance de la consommation des ménages insuffisante pour contrebalancer la contraction des exportations et le repli de l'investissement, dans un contexte marqué par le maintien des taux d'intérêt élevés.

Le contexte économique international devrait peser sur la dynamique des échanges commerciaux, dont le rythme d'évolution devrait se limiter à 2,5 % en 2026 au lieu de 3,5 % en 2025. Cette décélération se manifeste particulièrement au niveau du commerce des biens, en raison du renforcement des barrières tarifaires et non tarifaires, de la relocalisation de certaines chaînes d'approvisionnement et d'une demande mondiale plus faible. Parallèlement, le commerce des services devrait connaître un ralentissement plus modéré, soutenu par les mutations structurelles liées à la transformation numérique et à l'innovation.

Figure 2. Évolution du commerce mondial (en %)



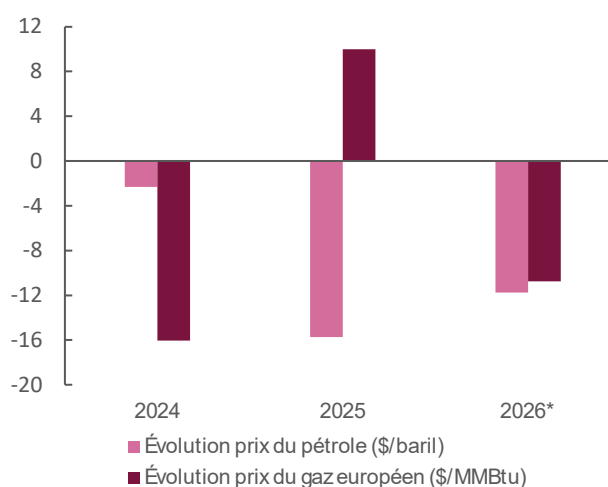
* Prévisions.

Source : OMC, octobre 2025

Dans ce contexte, l'appréciation de l'euro face au dollar devrait persister, appuyée par la divergence des politiques monétaires. La Banque centrale européenne devrait maintenir une posture prudente avec des taux stables autour de 2 %, alors que la Fed devrait poursuivre l'assouplissement progressif de ses taux vers une fourchette de 3 - 3,25 %, en réaction au ralentissement économique aux États-Unis. Cette divergence devrait porter la parité euro/dollar autour de 1,20 en 2026 après 1,13 en 2025.

Sur le marché des matières premières, le cours moyen du pétrole Brent a atteint 69 \$/baril en 2025, en nette baisse par rapport à 81 \$/baril enregistré en 2024, et devrait continuer de baisser pour avoisiner 60 \$/baril en 2026. Cette évolution reflète un ralentissement marqué de la demande, notamment en Chine, accentué par l'essor des véhicules hybrides et électriques. De surcroît, le relèvement des quotas de production de l'OPEP+ et la croissance rapide de l'offre hors OPEP+ devrait maintenir un excédent d'offre sur le marché pétrolier.

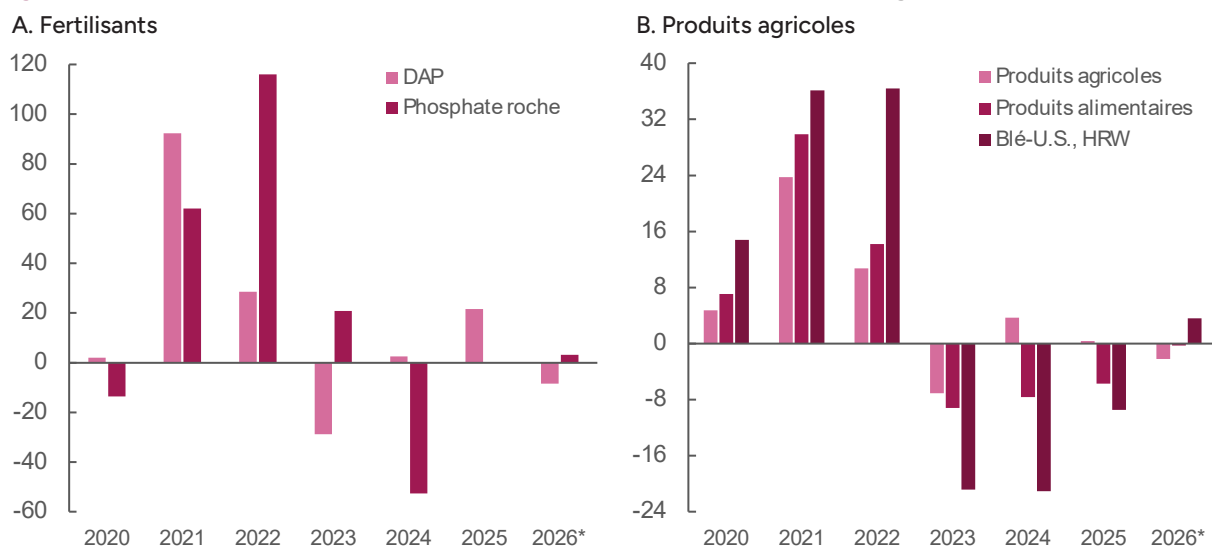
Figure 3. Évolution des cours du pétrole et du gaz (en %)



Source : Banque Mondiale, octobre 2025

Le prix du gaz naturel en Europe devrait reculer d'environ 11 % en 2026 après une hausse de près de 10 % en 2025. Ceci s'explique par une offre mondiale croissante du gaz naturel liquéfié, grâce notamment à l'expansion des exportations des États-Unis et du Qatar, et ce malgré les sanctions sur le gaz russe. En outre, la demande européenne devrait rester modérée suite aux politiques d'efficacité énergétique.

Figure 4. Évolution des cours des matières premières non énergétiques (en %)

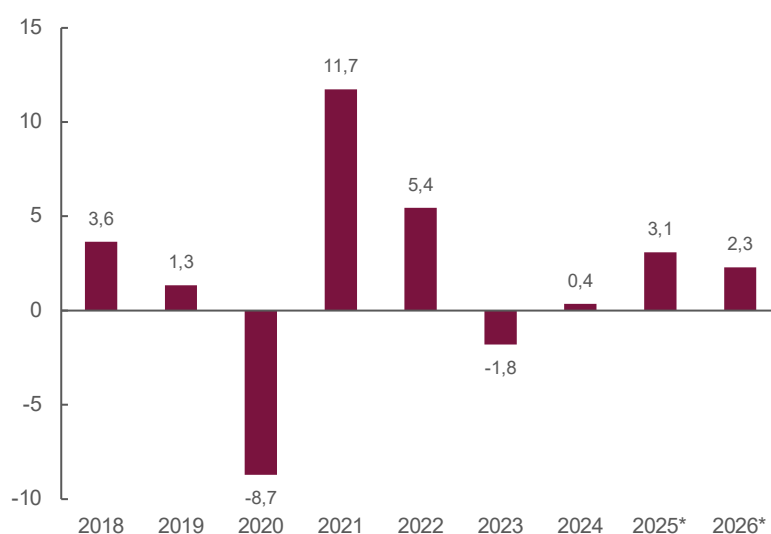


Source : Banque Mondiale

Par ailleurs, les cours des produits agricoles devraient baisser de 2 % en 2026 après une stagnation en 2025, en raison notamment d'une offre abondante. Les cours des engrais, qui ont fortement augmenté de 21 % en 2025, devraient diminuer d'environ 5 % en 2026, tout en restant élevés par rapport à la moyenne enregistrée entre 2015 et 2019.

Dans ces conditions, la demande adressée au Maroc devrait se consolider pour atteindre 3,1 % et 2,3 % respectivement en 2025 et 2026 au lieu de 0,4 % enregistrée en 2024.

Figure 5. Évolution de la demande adressée au Maroc (en %)



Source : HCP

ÉCONOMIE NATIONALE : SECTEURS PRODUCTIFS

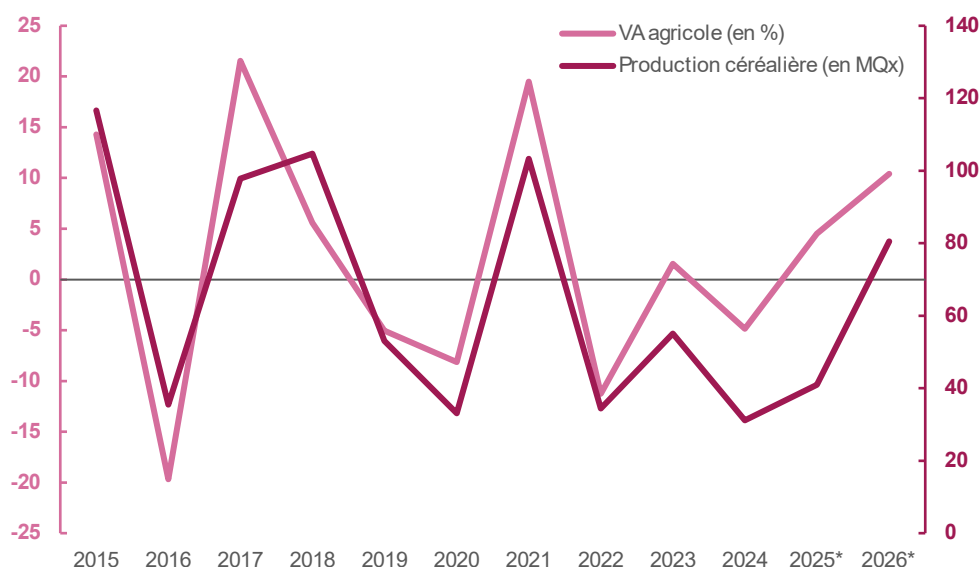
Une trajectoire ascendante confirmée de la croissance économique nationale

La croissance économique nationale devrait s'accroître en 2025 et 2026, portée par la reprise du secteur agricole et par la consolidation des performances des activités non agricoles, stimulée par le dynamisme de la demande intérieure dans un contexte de stabilité des prix. Il s'agirait ainsi d'une phase d'accélération continue sur quatre années successives de la croissance économique.

Le démarrage de la campagne agricole 2025/2026 a été marqué par un déficit pluviométrique notable. Néanmoins, les précipitations abondantes et bien réparties enregistrées à partir de fin novembre ont permis de rattraper ce retard, ce qui laisse entrevoir une campagne agricole plus prometteuse. De surcroît, ces conditions climatiques favorables devraient contribuer à reconstituer les réserves des barrages et à alimenter les nappes phréatiques.

Par ailleurs, l'activité d'élevage devrait se redresser en 2026, soutenue par les retombées positives de la décision royale de s'abstenir du sacrifice l'Aïd Al-Adha en 2025, l'amélioration du couvert végétal et la disponibilité des pâturages, ainsi que par le programme national de reconstitution du cheptel. Ainsi, la valeur ajoutée agricole devrait évoluer de 10,4 % en 2026, après 4,5 % estimée en 2025, sous l'hypothèse d'une production céréalière supérieure à la moyenne.

Figure 6. Production céréalière et évolution de la valeur ajoutée agricole



* Prévisions.

Source : HCP, Ministère de l'Agriculture

S'agissant de l'activité de la pêche, elle devrait légèrement se redresser en 2026 après sa baisse prévue en 2025, suite au repli du volume des débarquements de la pêche côtière et artisanale. Dans ces conditions, le secteur primaire devrait progresser de 10 % en 2026 après une évolution de 3,7 % estimée en 2025, contribuant ainsi de 1,1 point à la croissance économique nationale en 2026 contre 0,4 point en 2025.

Les activités non agricoles auraient affiché une progression de 4,5 % en 2025 et devraient évoluer de 4,3 % en 2026, soutenues principalement par la consolidation des activités industrielles, la poursuite de la bonne performance du secteur du BTP, ainsi que par la vigueur des services marchands. Cette dynamique devrait également bénéficier de la bonne tenue de la demande intérieure et de l'effet d'entraînement des grands projets d'investissement.

L'industrie agroalimentaire, représentant près de 27,5 % de la valeur ajoutée des industries de transformation sur la période 2014-2024, aurait enregistré une croissance de 4,3 % en 2025, avant de réaliser près de 3,6 % en 2026, tirée par la reprise de l'activité agricole et la bonne dynamique de la demande.

De son côté, l'industrie textile devrait se redresser légèrement à 2,1 % en 2026 après une baisse attendue de 2,4 % en 2025, stimulée par la modernisation progressive de la chaîne de valeur et la montée en gamme de la production.

L'activité de fabrication du matériel de transport devrait profiter de la bonne performance de l'industrie aéronautique et des activités du câblage et du développement des technologies liées aux batteries électriques. Néanmoins, elle devrait pâtir de la faible demande européenne pour les véhicules thermiques, sur fond de la transition accélérée vers les véhicules hybrides et électriques.

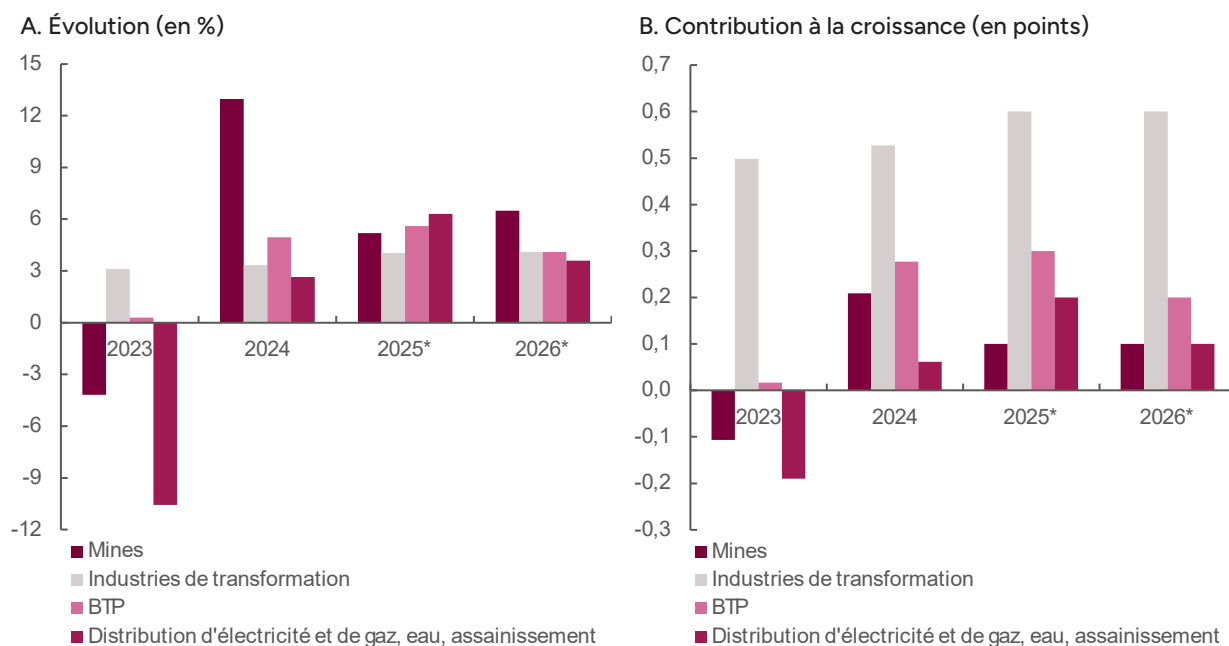
Par ailleurs, l'industrie chimique aurait progressé de 5,3 % en 2025, après 11,1 % en 2024, suite à la décélération des exportations des produits dérivés du phosphate. En 2026, sa croissance devrait s'établir à 4,5 %, soutenue par l'augmentation des capacités de transformation locale du phosphate brut, le lancement d'unités chimiques innovantes, ainsi que par une demande mondiale en expansion. Ainsi, l'activité des industries manufacturières devrait stabiliser son rythme de croissance aux alentours de 4 % en 2025 et 2026, après 3,3 % en 2024.

Le secteur extractif aurait enregistré une décélération en 2025 à 5,2 %, après son net rebond de 13 % en 2024, en lien avec le ralentissement de la demande extérieure et locale. En 2026, il devrait croître de 6,5 %, grâce à la consolidation de la capacité de production du phosphate brut à travers la mise en service du nouveau complexe industriel et minier de Mzinda.

Le secteur du BTP aurait maintenu sa bonne performance, avec une croissance de près de 6 % en 2025, après 5 % enregistrée en 2024, en liaison notamment avec l'accélération des projets d'infrastructures stratégiques, et ce malgré les coûts élevés des matériaux de construction et la persistance de la pénurie de main-d'œuvre qualifiée. En 2026, le secteur devrait progresser de 4,1 %, suite à la finalisation progressive des grands chantiers engagés, et à la poursuite de l'effort d'investissement dans les infrastructures et du déploiement du programme d'aide directe au logement.

Ainsi, les activités secondaires auraient affiché une croissance remarquable de 4,8% en 2025, et devraient évoluer de près de 4,2% en 2026. Leur contribution à la croissance économique nationale devrait ainsi se stabiliser aux alentours de 1,1 point en 2025 et 2026.

Figure 7. Évolution et contribution à la croissance économique des activités du secteur secondaire

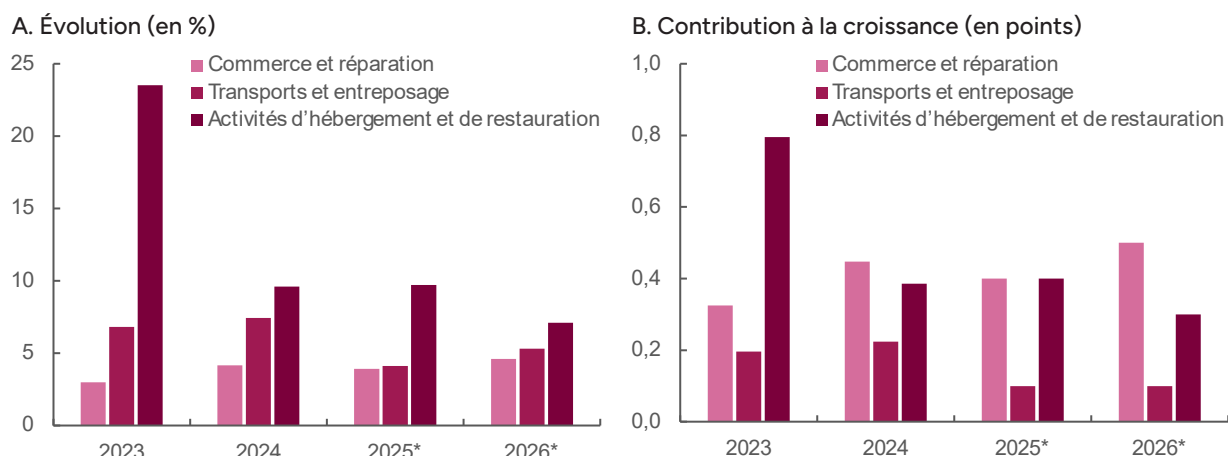


Par ailleurs, le secteur tertiaire devrait confirmer sa résilience avec une croissance de 4,3 % en 2026 après 4,5 % en 2025, contribuant positivement à la croissance du PIB à hauteur de 2,3 points en 2026 après 2,4 points en 2025.

L'activité du commerce et réparation, dont la valeur ajoutée représente 19,1 % de la valeur ajoutée tertiaire en moyenne sur la période 2014-2024, devrait s'accroître de près de 3,9 % en 2025 et 4,6 % en 2026, bénéficiant de la bonne dynamique économique nationale et de la vigueur de la demande intérieure dans un contexte d'inflation maîtrisée.

Après son fort redressement, l'activité d'hébergement et de restauration aurait poursuivi son amélioration en 2025, affichant un accroissement de près de 9,7 %. Cette expansion devrait être appuyée notamment par la consolidation des arrivées touristiques, la solidité des recettes de voyage ainsi que par les efforts déployés pour renforcer la promotion de la destination Maroc et améliorer son accessibilité. En 2026, cette dynamique devrait se maintenir, portée par la poursuite du renforcement de la demande internationale et par l'amélioration graduelle de la capacité d'accueil et des services touristiques.

Figure 8. Évolution et contribution à la croissance économique des activités du secteur tertiaire



Source : HCP

Les services du transport et d'entreposage auraient progressé de 4,1 % en 2025, au lieu de 7,4 % en 2024. Cette dynamique devrait profiter de l'accroissement continu du trafic ferroviaire, de l'intensification des flux aériens nationaux et internationaux, et de la bonne tenue du trafic global du transport maritime. En 2026, cette tendance devrait rester favorable, enregistrant une amélioration de 5,3 %, appuyée par la poursuite de la croissance des flux de voyageurs et de marchandises, l'expansion des capacités aéroportuaires et portuaires, et par l'amélioration des services logistiques.

Par ailleurs, les services non marchands auraient continué d'afficher une croissance positive de 4,9 % en 2025 suite notamment à l'accroissement de la masse salariale, avant d'enregistrer 4,3 % en 2026.

Dans ces conditions, et tenant compte de la hausse prévue des impôts et taxes sur les produits nets de subventions, le Produit Intérieur Brut devrait croître de 5 % en 2026 après 4,7 % estimé en 2025. En valeur, la croissance du PIB devrait passer de 6,7 % en 2025 à 6,3 % en 2026, donnant lieu à une inflation, mesurée par l'indice implicite du PIB, de 1,3 % en 2026 après 1,9 % attendue en 2025.

Figure 9. Évolution des valeurs ajoutées des secteurs productifs (en %)



Source : HCP

DEMANDE INTÉRIEURE

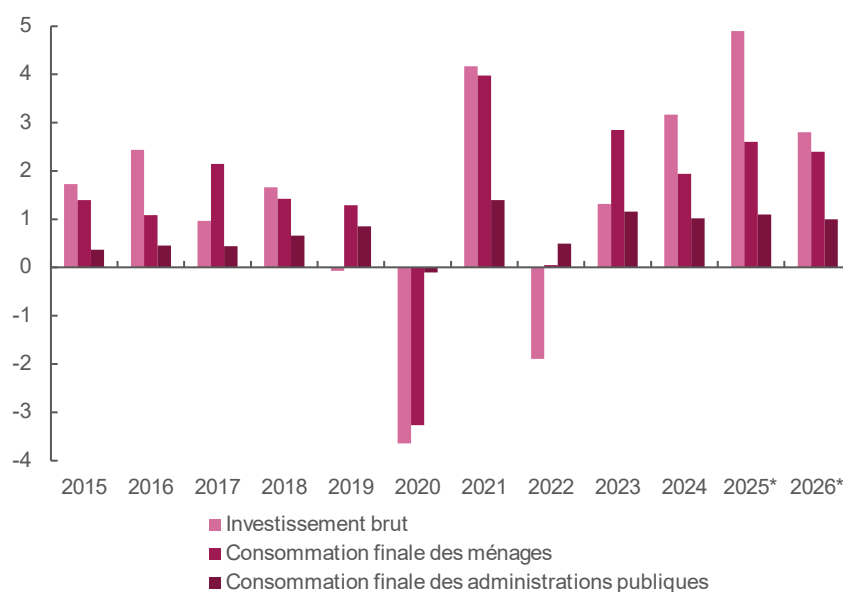
Prédominance de la demande intérieure dans la dynamique de croissance économique

La demande intérieure confirme son rôle de moteur central de l'économie nationale, s'appuyant sur une synergie entre la résilience de la consommation finale et le dynamisme de l'investissement.

La consommation finale des ménages devrait progresser de 4,4 % en 2025 et de 4,1 % en 2026, générant ainsi une contribution d'environ 2,5 points à la croissance. Cette tendance serait attribuable notamment aux effets de la revalorisation salariale, à l'accroissement des revenus agricoles sous l'hypothèse d'une saison supérieure à la moyenne et à l'atténuation des pressions inflationnistes, et ce dans un contexte de poursuite de l'attribution des aides sociales directes. Parallèlement, la consommation finale des administrations publiques devrait progresser de 5,7 % en 2026, après 6,3 % en 2025, contribuant de près de 1 point à la croissance. La consommation finale nationale devrait ainsi marquer une évolution avoisinant 4,5 % en décélération par rapport à 4,9 % en 2025, soutenant la croissance de près de 3,5 points après 3,8 points en 2025.

L'investissement brut devrait maintenir sa contribution positive à la croissance du PIB entamée en 2023. Il serait soutenu principalement par les grands chantiers réalisés dans le cadre des préparatifs des grandes manifestations internationales, par le déploiement de la nouvelle Charte d'investissement, et par le maintien de l'effort d'investissement des établissements et entreprises publics. Ainsi, l'investissement brut devrait garder une croissance favorable en 2025 et 2026, affichant une hausse de 16,3 % en 2025 et 8,7 % en 2026, pour contribuer de 4,9 points à la croissance du PIB en 2025 et de 2,8 points en 2026. Dans ce contexte, la demande intérieure devrait croître de 5,7 % en 2026 après 8 % en 2025, contribuant de 6,3 points à la croissance du PIB en 2026 après 8,7 points en 2025.

Figure 10. Contribution des principales composantes de la demande intérieure à la croissance économique (en points)

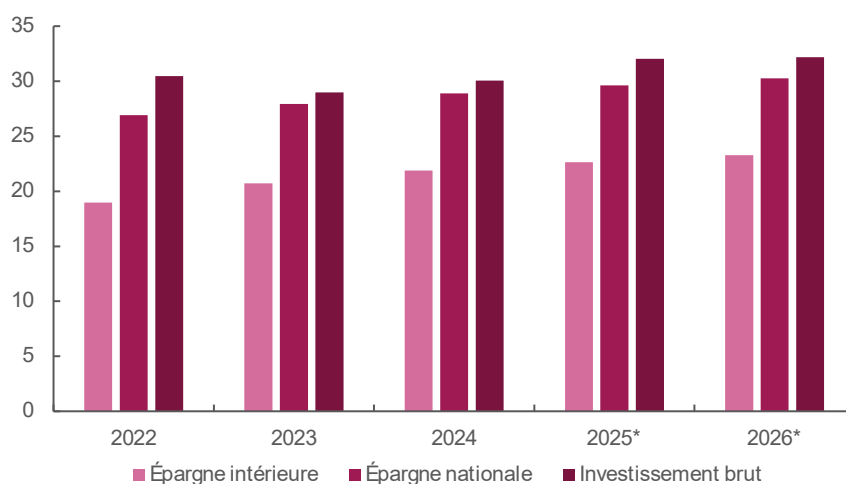


* Prévisions.

Source : HCP

Dans ce sillage, l'épargne intérieure devrait se consolider pour atteindre 22,7 % du PIB en 2025 et 23,3 % en 2026. Cette dynamique serait portée par la croissance du PIB nominal attendue à 6,7 % en 2025 et 6,3 % en 2026, et par la consommation nationale qui progresserait en valeur de 5,7 % et 5,5 % respectivement en 2025 et 2026. En tenant compte des revenus extérieurs nets, qui devraient s'établir autour de 7 % du PIB, l'épargne nationale devrait s'améliorer pour avoisiner 29,6 % du PIB en 2025 puis 30,3 % en 2026. Parallèlement, le taux d'investissement brut, qui devrait se situer à 32 % du PIB puis 32,2 % en 2026, pèserait sur le besoin de financement. Ce dernier devrait se creuser par rapport au niveau de 1,2 % du PIB en 2024, pour atteindre 2,4 % du PIB en 2025 avant de s'alléger à 1,9 % du PIB en 2026.

Figure 11. Évolution des composantes du besoin de financement (en %)



Source : HCP

Creusement du déficit commercial sur fond de la forte hausse des importations

Dans ce contexte marqué par des incertitudes géopolitiques persistantes et par une croissance modérée en Europe, les perspectives du commerce extérieur de l'économie nationale pour 2025 et 2026 s'annoncent contrastées. Les secteurs automobile et textile devraient être confrontés à des défis structurels découlant de la transition énergétique et de la faiblesse de la demande européenne, au moment où les exportations de phosphates et de produits agricoles et agroalimentaires devraient poursuivre leur tendance favorable. En parallèle, les importations devraient continuer de progresser, soutenues par la vigueur des investissements.

Les exportations de phosphates et dérivés devraient poursuivre une trajectoire haussière en 2026, répondant à une demande mondiale solide. Elles devraient bénéficier également des restrictions sur les exportations chinoises et du maintien des sanctions sur le phosphate russe, limitant ainsi l'offre mondiale.

Les exportations des voitures de tourisme auraient, quant à elles, connu un recul marqué en 2025. Cette tendance s'inscrit dans le cadre de la transformation du marché automobile européen, principal débouché des exportations nationales, absorbant plus que 95 % des exportations des voitures de tourisme entre 2016 et 2024. En contraste, les exportations de véhicules utilitaires auraient maintenu une évolution positive en 2025, portées par une demande soutenue dans un segment moins impacté par la transition énergétique. Les perspectives d'évolution des exportations des voitures en 2026 devraient dépendre de la capacité d'adaptation pour répondre aux nouvelles exigences des marchés mondiaux. Cependant, les exportations du câblage et de l'aéronautique devraient maintenir leur bonne performance en 2025 et 2026, tirée par la vigueur de la demande mondiale.

Pour leur part, les exportations du textile auraient marqué un recul en 2025, dans un contexte de demande internationale atone, émanant de l'Europe. En 2026, et malgré leur redressement prévu, les exportations de ce secteur devraient continuer de subir les répercussions de la forte concurrence internationale et le climat économique encore incertain.

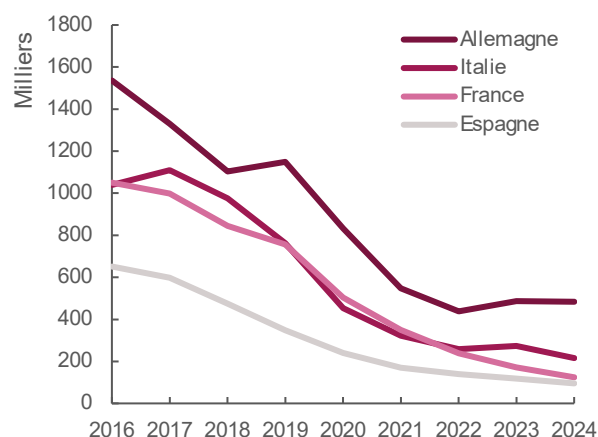
Par ailleurs, les exportations de produits agricoles et agroalimentaires auraient connu une amélioration modérée en 2025, et devraient se renforcer en 2026, soutenues par les effets favorables de la campagne agricole. Dans ce contexte, le volume total des exportations des biens devrait enregistrer un ralentissement en 2025 avant de se redresser en 2026 à 6,7 %. Cette évolution témoigne de la dynamique de l'offre exportable et de l'élargissement progressif de ses débouchés internationaux.

En ce qui concerne les échanges des services, la performance du secteur touristique devrait continuer d'alimenter la croissance des exportations des services de voyage et de transport. Cette dynamique devrait se renforcer en 2026, à mesure que l'attractivité du Maroc en tant que destination touristique s'affirme davantage en occupant la 13^{ème} place dans le classement mondial de l'ONU Tourisme des destinations en termes de croissance, en se positionnant au premier rang dans les régions de l'Afrique et du Moyen-Orient. Ainsi, le volume des exportations des biens et services devrait évoluer à un rythme moins important, enregistrant 6,2 % en 2025 et 7,1 % en 2026.

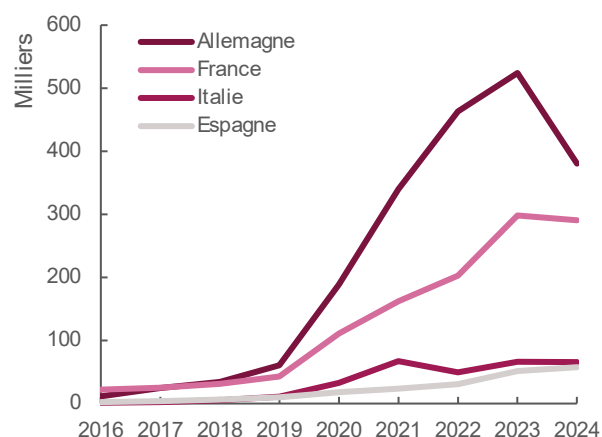
La transition mondiale vers les véhicules hybrides et électriques s'intensifie sous l'effet combiné des politiques climatiques, des incitations fiscales et des avancées technologiques. Cette évolution est particulièrement visible en France, premier marché des exportations automobiles marocaines avec une part de 34 %, où les immatriculations de véhicules diesel ont chuté de 88 % entre 2016 et 2024, tandis que les ventes de véhicules hybrides et électriques ont progressé à un rythme soutenu. Ainsi, cette tendance devrait peser sur l'expansion des exportations nationales de ce segment de produits.

Figure 12. Immatriculations par type et exportations nationales des voitures

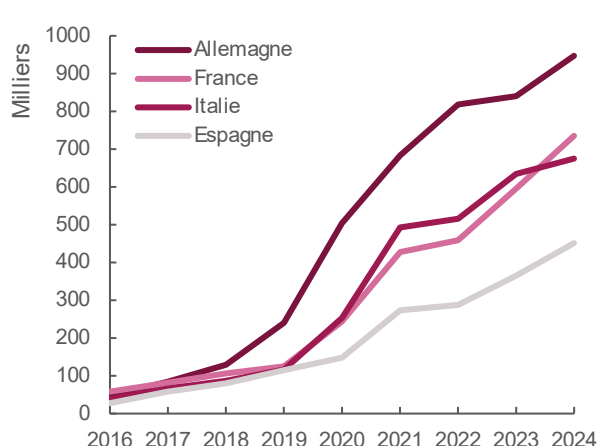
A. Immatriculations de voitures diesel



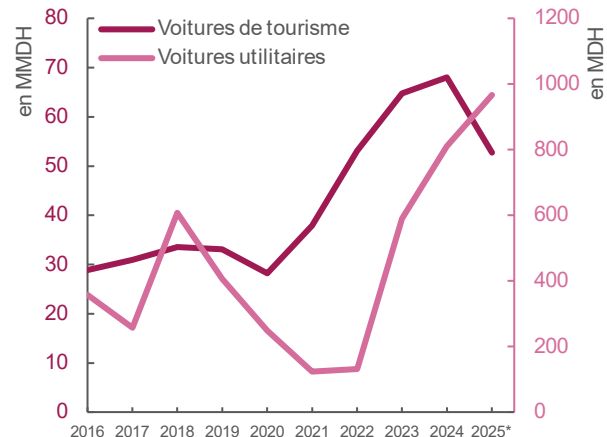
B. Immatriculations de voitures électriques



C. Immatriculations de voitures hybrides



D. Exportations nationales des voitures



*2025 : à fin novembre

Source : CCFA et Office des Changes

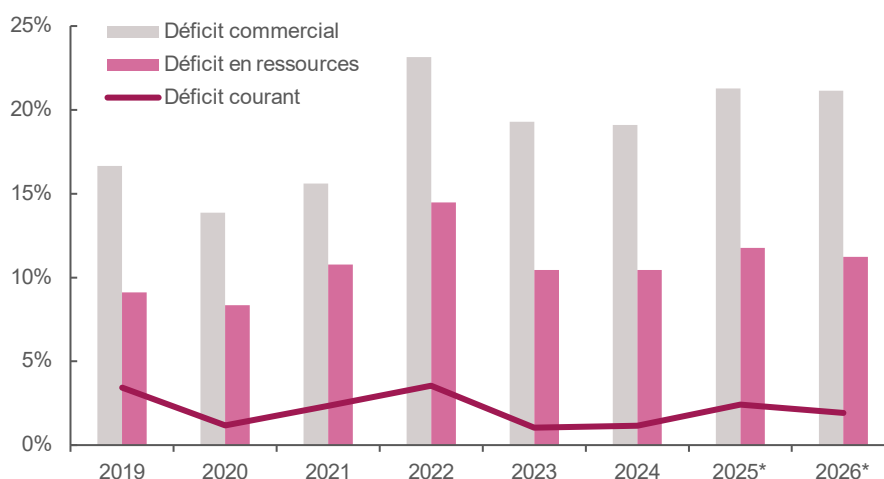
Pour sa part, le volume des importations des biens devrait maintenir sa tendance haussière suite à la vigueur de la demande intérieure. En effet, les importations de produits agricoles et agroalimentaires auraient connu une hausse modérée en 2025. Plus précisément, les importations de blé auraient enregistré une progression suite à l'insuffisance de la production céréalière nationale. De plus, les importations d'animaux vivants se seraient poursuivies afin de réduire la pression sur le cheptel national après plusieurs années de sécheresse. En 2026, l'évolution des importations des produits alimentaires devrait être atténuée en lien avec les retombées positives de l'amont agricole.

Les importations de demi-produits et de produits d'équipements devraient maintenir leur tendance haussière en 2025 et 2026, soutenues par l'accélération des investissements dans les infrastructures et par la mise en œuvre de projets stratégiques. De leur part, les importations des produits énergétiques devraient maintenir leur évolution en 2025 et 2026. Ainsi, le volume des importations des biens et services devrait croître de 13,2 % en 2025 et 8,4 % en 2026.

Par ailleurs, la tendance baissière des cours des matières premières au niveau mondial en 2025 et en 2026, particulièrement des produits énergétiques, devrait limiter la progression de la facture des importations. En parallèle, la valeur des exportations de biens devrait bénéficier du maintien des cours élevés pour les phosphates et dérivés.

Dans ces conditions, le déficit commercial devrait connaître une aggravation pour atteindre 21,3 % du PIB en 2025 et 21,1 % en 2026 par rapport à 19,1 % du PIB en 2024, tandis que le déficit en ressources devrait s'établir à 11,8 % du PIB en 2025 et 11,2 % en 2026. Dans ce cadre, et compte tenu du rythme évolutif des transferts des MRE, le compte courant devrait atteindre 1,9 % en 2026 après 2,4 % du PIB en 2025.

Figure 13. Évolution des déficits externes (en % du PIB)



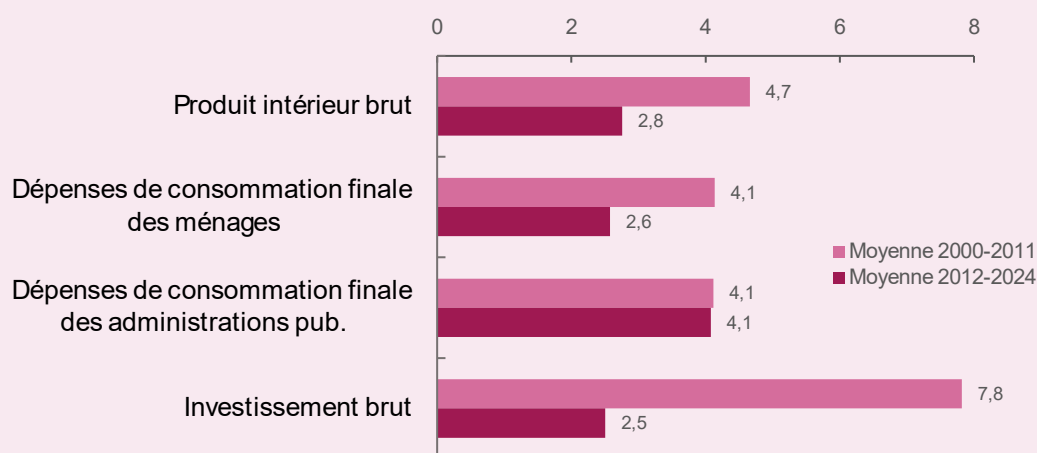
Source : HCP

Dynamique contrastée des composantes de la demande : Quel rôle pour la demande extérieure nette ?

À l'instar de nombreuses économies, le modèle de croissance économique marocain repose sur la vigueur de la demande intérieure. Les données macroéconomiques sur la période 2000-2024 font ressortir plusieurs constats quant à la structure et à la dynamique de la croissance. L'analyse par composante de la demande révèle une architecture clairement déséquilibrée. La demande intérieure contribue en moyenne de 4,2 points à la croissance du PIB, alors que la contribution de la demande extérieure nette est en moyenne négative à hauteur de 0,5 point, amputant ainsi le potentiel de croissance. Plus précisément, la consommation finale nationale, qui représente en moyenne 72 % de la demande intérieure, a contribué à hauteur de 2,7 points à la croissance sur cette période, confirmant son rôle prépondérant dans la dynamique économique. L'investissement brut, bien qu'il ne constitue que 28 % de la demande intérieure, affiche une contribution moyenne de 1,4 point à la croissance économique.

L'analyse comparative des indicateurs macroéconomiques sur les périodes 2000-2011 et 2012-2024 fait apparaître des évolutions contrastées révélatrices d'un ralentissement économique, comme en témoigne le taux de croissance moyen qui est passée de 4,7 % sur la période 2000-2011 à 2,8 % durant la période 2012-2024. Cette tendance s'explique essentiellement par la baisse de la contribution moyenne des principales composantes de la demande intérieure.

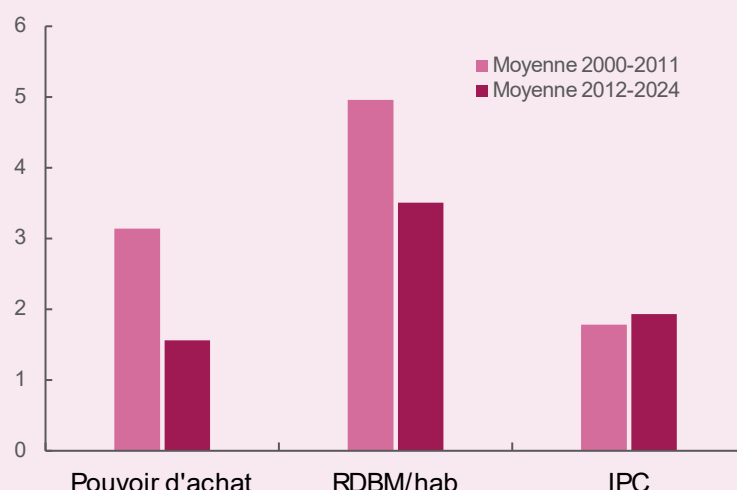
Figure 14. Évolutions moyennes des composantes de la demande (en %)



Source : HCP

En effet, la contribution de la demande intérieure a marqué une contraction significative entre les deux périodes, passant de 5,3 points en moyenne à 3,1 points, soit une diminution de 2,2 points de pourcentage. Cette évolution révèle un affaiblissement de la dynamique économique sur la période récente, dans un contexte de succession des années de sécheresse, de pressions inflationnistes et de chocs externes répétés. La consommation finale des ménages a enregistré une baisse de sa contribution passant de 2,5 points en moyenne sur la période 2000-2011 à seulement 1,6 point entre 2012 et 2024. Cette tendance s'explique par un ralentissement marqué du pouvoir d'achat des ménages.

Figure 15. Évolution du pouvoir d'achat, du RDBM/hab et de l'IPC (en %)



Source : HCP

En effet, entre 2000 et 2011, le pouvoir d'achat des ménages a enregistré une évolution annuelle moyenne de 3,2 %, soutenue par une croissance vigoureuse du revenu disponible brut des ménages par habitant qui a connu une évolution moyenne de près de 5 % au moment où l'inflation s'est contenue à près de 1,8 %. Cependant, entre 2012 et 2024, le pouvoir d'achat a connu un net ralentissement à 1,6 % en moyenne annuelle. Cette baisse du rythme, résulte de la décélération de l'activité économique et de l'exposition aux chocs externes et les tensions inflationnistes, qui ont impacté les revenus des ménages, dont l'évolution a atteint 3,5 % contre 5 % en moyenne sur la période précédente.

En contraste, la contribution de la consommation publique à la croissance affiche une légère amélioration passant de 0,7 point à 0,8 point entre les deux périodes. Cette évolution, bien que modérée, traduit un effort budgétaire continu de l'État pour soutenir les services publics.

De sa part, l'investissement brut a connu une dégradation marquée de sa contribution à la croissance passant de 2,2 points en moyenne à près de 0,7 point, soit une perte de 1,5 point entre les deux périodes. Comparée à la moyenne des pays à revenu similaire, la croissance économique nationale demeure modérée, au regard du volume important d'investissement qui la caractérise. Ce décalage entre les efforts déployés pour l'accumulation du capital et ses retombées escomptées nous interpelle sur l'efficacité de l'allocation des investissements, dont l'efficacité demeure à des niveaux relativement insuffisants.

Ainsi, la baisse de la contribution des différentes composantes de la demande intérieure entre les deux périodes étudiées traduit un affaiblissement structurel du modèle de la croissance économique. Ce constat interpelle le rôle de la demande extérieure nette comme relais de croissance face à l'essoufflement de la dynamique de la demande intérieure. Dans ce contexte, l'examen de la contribution de la demande extérieure nette devient déterminant pour identifier les marges de manœuvre disponibles et définir les perspectives d'un rééquilibrage structurel du modèle économique marocain.

La contribution de la demande extérieure nette à la croissance économique demeure historiquement à des niveaux bas, voire négatifs. Sur la période 2000-2011, elle s'est établie à -0,7 point de pourcentage en moyenne, avant de s'améliorer légèrement à -0,3 point sur 2012-2024. Ceci résulte d'un déséquilibre persistant entre la contribution des exportations et celle des importations. En effet, malgré l'amélioration de la contribution des exportations à la croissance économique qui passe de 1,1 à 1,8 point entre les deux périodes, celle-ci demeure insuffisante

pour compenser la progression des importations, dont la contribution négative s'est intensifiée de 1,8 à 2,1 points.

Le recours croissant aux importations pour satisfaire les besoins intermédiaires et finaux a entraîné l'accentuation du gap structurel entre le niveau des exportations et celui des importations. Le taux de pénétration² des importations de l'économie nationale, reflétant la part de la demande intérieure satisfaite par les importations, a plus que doublé en l'espace d'un quart de siècle, passant de 21,2 % en 2000 à 46,4 % en 2024. Cette évolution s'est traduite par un creusement du déficit commercial, et ce malgré une dynamique exportatrice caractérisée par un ratio qui est passé de 18 % à 42 % du PIB sur la même période. Ainsi, la valeur des importations de biens en 2024 a dépassé de plus de six fois son niveau observé en 2000, tandis que celle des exportations a été multipliée par plus de neuf sur la même période. Toutefois, cette dynamique ne s'est pas traduite par une amélioration significative du taux de couverture des biens, défini comme le rapport entre la valeur des exportations des biens et celle des importations. En effet, ce taux a connu une légère évolution entre les périodes 2000-2011 et 2012-2024, passant de 54,7 % à 56,6 %.

Néanmoins, force est de constater que les efforts déployés en vue d'améliorer les performances économiques notamment en termes de promotion des exportations, ont permis à l'économie nationale de marquer des progrès appréciables en matière d'attractivité et de renforcement des fondamentaux de la structure productive. Ainsi, l'indice des capacités productives (ICP)³ a connu une nette amélioration au Maroc en passant de 34,7 en 2000 à 47,07 en 2024, un niveau supérieur à la moyenne des pays en développement et en particulier ceux du continent africain, et quasi-similaire à la moyenne mondiale sur cette période.

L'amélioration des capacités productives se traduit généralement par une dynamique de transformation structurelle favorisant à la fois l'élargissement de la base industrielle et la diversification de l'offre exportable, deux leviers essentiels pour réduire la vulnérabilité aux chocs externes et accroître la résilience économique. En effet, les exportations nationales ont connu une expansion significative sur la période d'étude, portée principalement par l'essor des secteurs des métiers mondiaux et par la performance soutenue des produits phosphatés résultat du processus réussi de transformation du phosphate brut. Toutefois, cette dynamique ne s'est pas accompagnée d'une diversification proportionnelle de l'offre exportable. L'indice de concentration des exportations, reflétant la dépendance de l'offre exportable vis-à-vis d'un nombre restreint de produits, est passé au Maroc de 0,175 en 2000 à 0,191 en 2024⁴. Cet indice, bien que légèrement meilleur que la moyenne observée dans les pays africains en développement, demeure nettement moins favorable que celui enregistré par l'ensemble des pays en développement qui affichent une structure exportatrice moins concentrée.

De surcroît, l'économie nationale n'a pas enregistré de progrès significatif en matière de complexité économique. En effet, selon l'indice de complexité économique (ICE), indicateur permettant le classement des pays en fonction de la diversification et de la complexité de leur offre exportable, le classement du Maroc est passé de la 90^{ème} position en 2000 à la 86^{ème} en 2011, avant de revenir à la 91^{ème} place en 2023, témoignant d'une lenteur dans le processus de sophistication du contenu de l'offre exportable de l'économie nationale. Cette performance

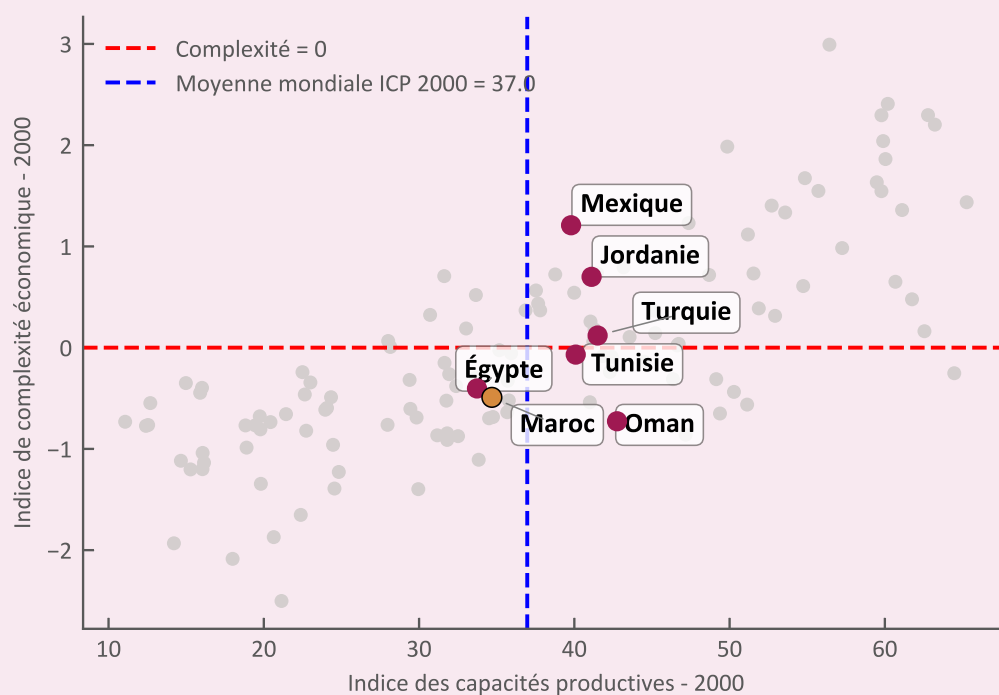
2 Le taux de pénétration est calculé selon les données de comptabilité nationale.

3 L'indice des capacités productives a été élaboré en tant qu'indicateur officiel visant à mesurer et à comparer les capacités productives. Il s'appuie sur le cadre conceptuel de la CNUCED pour la mesure des capacités productives, structuré autour de trois piliers : les ressources productives, les capacités entrepreneuriales et les liens de production, qui, ensemble, déterminent la capacité d'un pays à produire des biens et des services et à croître et se développer (Source : CNUCED).

4 Plus l'indice de concentration des exportations est élevé moins l'offre exportable est diversifiée.

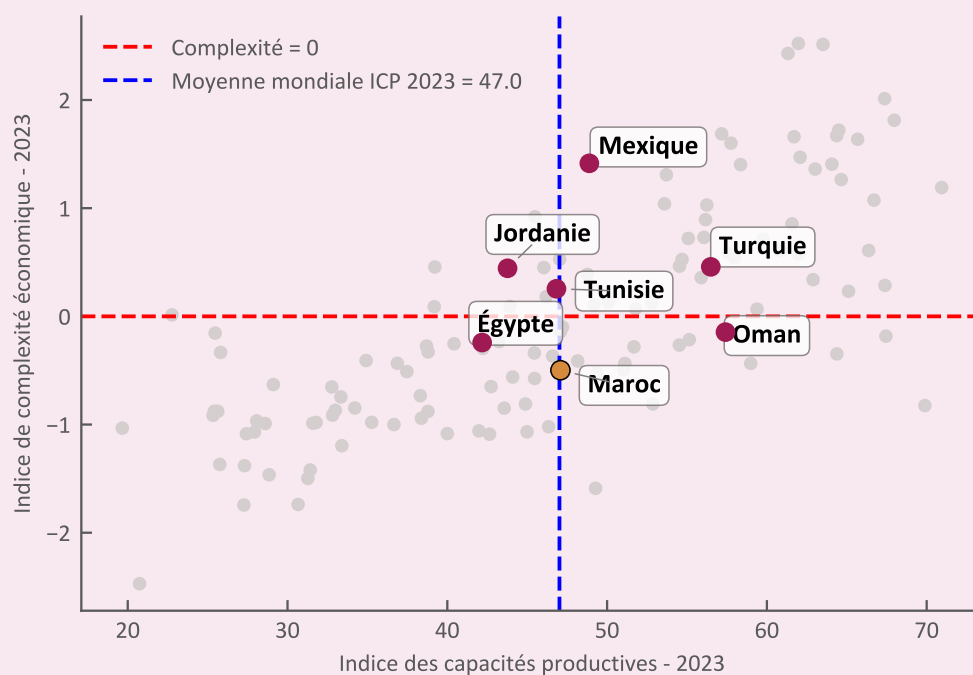
reste en deçà de celle des pays similaires tel que l'Égypte qui a progressé considérablement du 83^{ème} rang au 71^{ème} entre 2000 et 2023, la Tunisie qui est passé du rang 63 au rang 51 sur la même période ou encore l'Oman qui a amélioré son classement de la 108^{ème} à la 66^{ème} place entre 2000 et 2023.

Figure 16. Ventilation des pays selon l'ICP et l'ICE (2000)



Source : CNUCED, Harvard Growth Lab

Figure 17. Ventilation des pays selon l'ICP et l'ICE (2023)



Source : CNUCED, Harvard Growth Lab

Le classement des économies en fonction de l'ICP et de l'ICE met en évidence une relation globalement positive entre les deux indicateurs : en principe, le développement des capacités productives devrait stimuler l'amélioration de la complexité économique. Au cours des vingt-cinq dernières années, l'économie marocaine a effectivement enregistré un progrès notable en matière de renforcement de ses capacités productives, soutenu par des politiques publiques ambitieuses dans des secteurs stratégiques tels que le transport et la logistique, l'énergie, ainsi que les technologies de l'information et de la communication. Cependant, cette progression de l'ICP ne s'est pas traduite par une sophistication significative du panier exportable, ce qui souligne une déconnexion persistante entre renforcement des capacités et complexification de l'économie. Entre 2000 et 2023, le Maroc a aligné ses capacités productives sur la trajectoire moyenne mondiale, son ICP passant de 35,8 à 47,1, sans pour autant améliorer son niveau de complexité qui est resté quasiment stable. Cette performance contraste avec celle de pays comparables tels que l'Égypte, la Tunisie et la Jordanie qui, bien que disposant de capacités productives similaires, voire inférieures, ont réalisé des gains substantiels en matière de complexité.

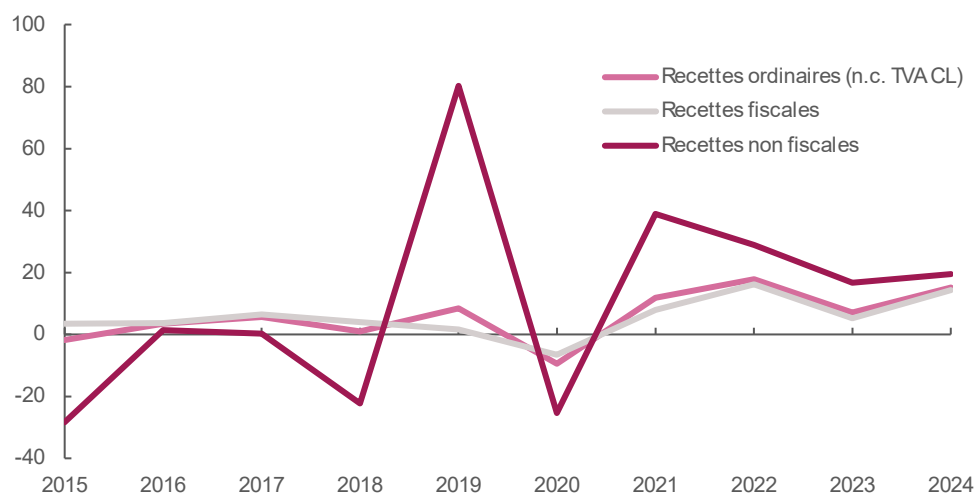
Le diagnostic de la contribution de la demande extérieure nette met en exergue un paradoxe entre l'amélioration notable des fondamentaux productifs et la persistance d'un déséquilibre structurel entre les exportations et les importations. Si l'essor des métiers mondiaux a dynamisé les échanges, la concentration de l'offre et la lenteur de la sophistication du panier exportable ont limité la capacité de l'exportation à s'affirmer en véritable relais de croissance. Dans ce contexte, le rééquilibrage du modèle économique reste tributaire de l'accélération de la transformation structurelle du tissu productif national, considérée comme étant « ... une condition indispensable pour accélérer durablement la croissance »⁵.

5 Recueil des notes thématiques, des paris et projets du Nouveau Modèle de Développement, Annexe 2.

Atténuation du déficit budgétaire soutenue par la dynamique des recettes ordinaires

Les recettes ordinaires ont maintenu une trajectoire relativement stable avec une croissance modérée entre 2015 et 2020. Toutefois, à partir de 2021, cette tendance s'est inversée avec une accélération significative des recettes qui ont progressé en moyenne de 13 % entre 2021 et 2024. Cette progression remarquable s'explique notamment par la mise en œuvre des réformes permettant la modernisation du système fiscal, l'élargissement de l'assiette et le renforcement des mécanismes de contrôle. Les recettes fiscales ont connu une évolution similaire à celle des recettes ordinaires, tandis que les recettes non fiscales se caractérisent par une forte volatilité, reflétant leur dépendance à des facteurs conjoncturels et à la performance des entreprises publiques.

Figure 18. Évolution des recettes ordinaires (en %)



Source : MEF

Les perspectives économiques pour l'année 2026 s'annoncent favorables, portées par un redressement de l'activité agricole et par la poursuite de la dynamique du secteur non agricole. Dans ce contexte, l'accroissement prévu des recettes fiscales devrait contribuer à l'atténuation progressive du déficit budgétaire.

Les recettes ordinaires devraient poursuivre leur tendance haussière, atteignant près de 23,8 % du PIB en 2026 après 24,3 % du PIB en 2025. Cette évolution devrait être soutenue par la hausse combinée des recettes fiscales et non fiscales. La progression des recettes fiscales, prévue à près de 20 % du PIB en 2026 contre 19,6 % en 2025, résulte de l'achèvement de la réforme fiscale structurelle entamée depuis 2021, complétée par de nouvelles mesures dans la Loi de Finances 2026 visant une meilleure mobilisation des ressources. Les impôts directs devraient ainsi atteindre près de 9,2 % du PIB en 2026 au lieu de 9 % du PIB en 2025, profitant de l'accroissement de l'IS et de l'IR. De leur côté, les impôts indirects devraient s'accroître pour s'établir à près de 8,5 % du PIB en 2026 après 8,2 % en 2025.

Pour leur part, les recettes non fiscales, dont la part dans les recettes ordinaires est passée de 12 % en 2015 à 18 % en 2024, devraient représenter 3,5 % du PIB en 2026 contre 4,4 % en 2025. Cette dynamique est principalement portée par les versements des établissements et

entreprises publics. À cela s'ajoutent les mécanismes de financements innovants qui ont connu une expansion importante entre 2019 et 2024 passant de 9,5 MMDH à près de 35,3 MMDH, pour atteindre un montant cumulé de 109,6 MMDH sur l'ensemble de la période. En 2025 et 2026, ces recettes devraient continuer de s'accroître, contribuant positivement à la croissance des recettes ordinaires.

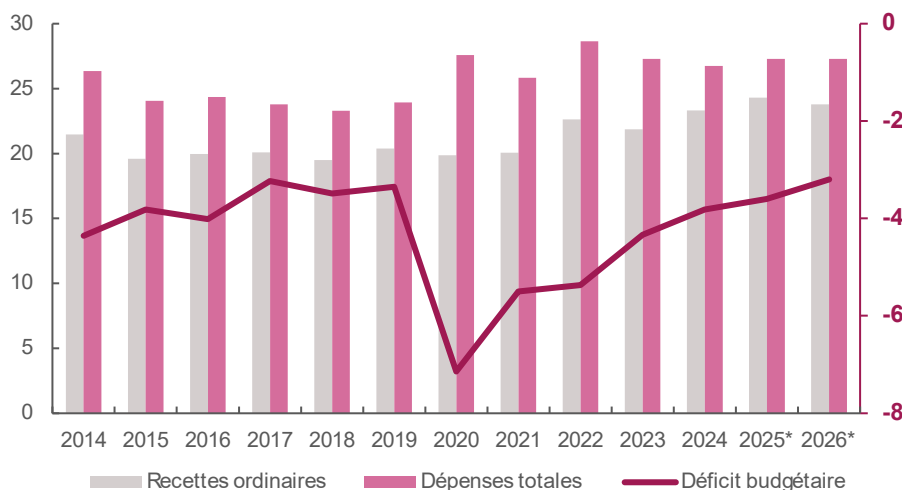
Par ailleurs, les dépenses globales devraient maintenir leur hausse, s'établissant à 27,3 % du PIB en 2025 et 2026. Cette évolution s'explique particulièrement par l'accroissement des dépenses ordinaires atteignant près de 20,9 % du PIB en 2026 après 20,1 % en 2025, ainsi que par la progression des dépenses d'investissement.

Les dépenses des biens et services, qui représentent 80 % des dépenses ordinaires en moyenne au cours de la dernière décennie, devraient enregistrer une hausse en 2026, atteignant près de 17,9 % du PIB après 16,5 % en 2025. Cette progression résulte de l'accroissement des dépenses de personnel suite à la création importante des postes budgétaires et à l'augmentation de la contribution de l'État aux régimes de la protection sociale. En revanche, les dépenses de compensation devraient accuser une baisse en 2026 pour s'établir à près de 0,8 % du PIB contre 1,1 % en 2025, bénéficiant d'un contexte international caractérisé par la détente des prix des matières premières énergétiques et alimentaires. Les dépenses au titre des intérêts de la dette devraient également reculer en 2026 après une hausse prévue en 2025, pour se situer à 2,3 % du PIB, reflétant l'impact positif de la gestion active de la dette publique.

Les dépenses d'investissement devraient connaître une hausse en 2026, atteignant 6,3 % du PIB en liaison avec la poursuite de la mise en œuvre des grands projets structurants, notamment les infrastructures de transport, la sécurité hydrique et les chantiers liés à l'organisation de la coupe du monde 2030.

Dans ce contexte, le déficit budgétaire devrait s'atténuer en 2026, pour se situer à près de 3,2 % du PIB, en amélioration par rapport à 3,6 % du PIB en 2025, consolidant ainsi la trajectoire d'assainissement des finances publiques.

Figure 19. Évolution du déficit budgétaire (en % du PIB)



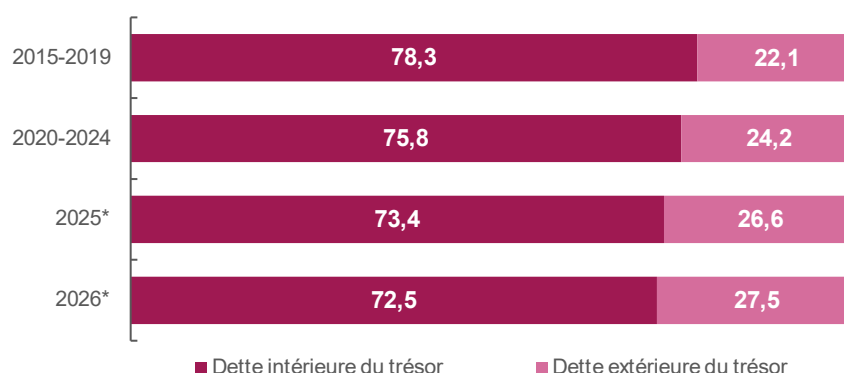
* Prévisions.

Source : MEF, HCP

Poursuite de l'allègement des ratios d'endettement

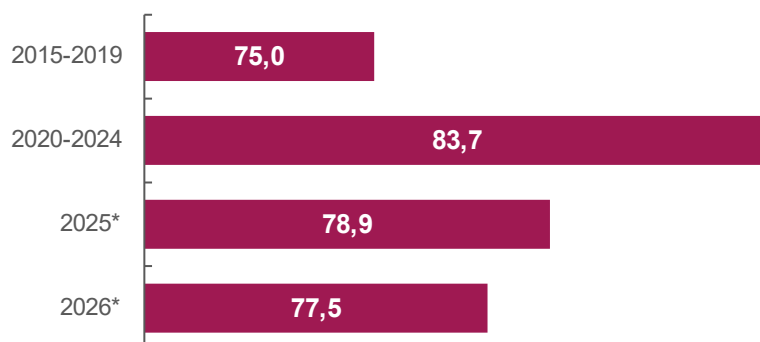
La réduction du déficit budgétaire, conjuguée à la vigueur du PIB nominal, devrait alléger le poids de la dette publique. En effet, l'encours de la dette du Trésor devrait se situer à 67,4 % du PIB en 2025, pour ensuite fléchir à 66,1 % en 2026. Cette évolution globale recouvre des trajectoires divergentes. La dette intérieure du Trésor devrait se contracter, passant de 49,5 % du PIB en 2025 à 47,9 % en 2026, alors que la dette extérieure devrait suivre une courbe ascendante, s'établissant à 17,9 % du PIB en 2025 et 18,2 % en 2026. En intégrant la dette extérieure du reste du secteur public, la dette publique globale devrait reculer légèrement, passant de 78,9 % du PIB en 2025 à 77,5 % en 2026.

Figure 20. Structure de la dette du Trésor (en % du PIB)



Source : MEF, HCP

Figure 21. Dette publique globale (en % du PIB)



Source : MEF, HCP

Au niveau monétaire, la bonne tenue de la demande intérieure, favorisée par des conditions de financement favorables, devrait dynamiser les crédits bancaires, notamment immobiliers et à l'équipement. Par conséquent, les créances sur l'économie devraient afficher une croissance de 6,8 % en 2025 et 5,9 % en 2026. Compte tenu des réserves de change assurant 5,2 mois d'importations des biens et services en 2025 et 5,4 mois en 2026, la masse monétaire devrait croître de 6,8 % en 2025 puis de 5,2 % en 2026.



INDICATEURS MACROÉCONOMIQUES

Indicateurs	Réalizations			Prévisions	
	2022	2023	2024	2025	2026
Évolution de l'environnement international (en %)					
Économie mondiale (OCDE)	3,6	3,4	3,3	3,2	2,9
Indice des matières premières énergétiques (BM)	60,0	-29,9	-5,1	-12,4	-10,2
Indice des matières premières non énergétiques (BM)	9,0	-9,7	2,0	1,8	-1,6
Commerce mondial (OCDE)	3,0	3,9	4,9	3,5	2,5
Demande adressée au Maroc	5,4	-1,8	0,4	3,1	2,3
Économie nationale					
Évolution des secteurs productifs (en %)					
PIB en volume	1,8	3,7	3,8	4,7	5,0
Valeur ajoutée agricole	-11,3	1,5	-4,8	4,5	10,4
Valeur ajoutée non agricole	3,8	3,7	4,5	4,5	4,3
Valeur ajoutée secondaire	-1,6	0,8	4,2	4,8	4,2
Valeur ajoutée tertiaire	6,8	5,0	4,6	4,5	4,3
Inflation (indice implicite du PIB)	2,6	7,1	4,0	1,9	1,3
Évolution des composantes de la demande (en %)					
Demande intérieure	-1,2	4,9	5,8	8,0	5,7
Consommation finale nationale	0,7	5,1	3,9	4,9	4,5
Consommation finale des ménages	0,1	4,7	3,2	4,4	4,1
Consommation finale des administrations publiques	2,6	6,1	5,6	6,3	5,7
Investissement brut	-6,2	4,3	10,9	16,3	8,7
Exportations de biens et services en volume	20,7	7,9	8,0	6,2	7,1
Importations de biens et services en volume	8,8	9,5	11,6	13,2	8,4
Principaux ratios (en % du PIB)					
Déficit commercial	23,2	19,3	19,1	21,3	21,1
Déficit en ressources	14,5	10,5	10,4	11,8	11,2
Déficit du compte courant	3,5	1,0	1,2	2,4	1,9
Déficit budgétaire	5,4	4,3	3,8	3,6	3,2
Dette du trésor	71,4	68,7	67,7	67,4	66,1
Dette publique globale	86,0	81,2	80,2	78,9	77,5
Taux d'investissement	30,5	29,0	30,1	32,0	32,2
Épargne intérieure	19,0	20,7	21,9	22,7	23,3
Épargne nationale	26,9	28,0	28,9	29,6	30,3



المندوبية السامية للتخطيط

ⵜⴰⴳⴷⴰⵢⵜ ⵜⴰⵎⴰⵎⴰⵔⵜ | ⵙⴰⵎⴰⵔ ⵏ ⵓⵙⵔⴰⵏ

HAUT-COMMISSARIAT AU PLAN

Ilot 31-3, Secteur 16, Hay Riad, 10001 Rabat – Maroc B.P. : 178 – 10001
Tél. : (+212) 0537 57 69 00 – Fax : (+212) 0537 57 69 15

www.hcp.ma